

## avis d'arrêt de travail

/	initial	de prolongation (	*)

volet 1, à adresser au service médical

à adresser, dans les deux jours, à l'organisme d'assurance maladie, à l'aide de l'enveloppe M. ou Mme le Médecin-Conseil L 162-41-1er al, L 162-44, L 315-2, L 321-1-5ème al, L 323-6, L 376-1, L 613-20, R 321-2, R 323-11-1, D. 323-2, R 441-10, L 433-1, R 433-15, D. 613-19, D. 613-23 du Code de la sécurité sociale, L 732-4 et 762-18-1 du Code rural et de la pêche maritim **'assuré(e)** (voir la notice à destination du patient) 4 5 1 0 5 numéro d'immatriculation 0 1 9 3 0 9 0 nom et prénom Simon Truxillo (nom de famille - de naissance -, suivi, s'il y a lieu, du nom d'usage) adresse où le malade peut être visité (si différente de votre adresse habituelle) (1) : n° téléphone code postal ville code d'accès de la résidence : bâtiment: escalier: étage : appartement: (1) l'accord préalable de votre caisse est OBLIGATOIRE si cette adresse se situe hors de votre département de résidence salarié(e) fonctionnaire profession indépendante non salarié(e) agricole élu(e) local(e) date de cessation d'activité artiste-auteur(e) affilié(e) MdA/AGESSA sans emploi précisez votre situation (voir notice l'arrêt prescrit fait-il suite à un accident causé par un tiers ? (voir notice 2) : oui date: oui l'arrêt prescrit fait-il suite à une cure thermale ? non l'arrêt prescrit est-il en rapport avec l'affection pour laquelle vous êtes pensionné(e) de guerre ? oui (\*) si la prolongation de l'arrêt est prescrite par un médecin autre que le médecin traitant ou le médecin qui a prescrit l'arrêt initial, cochez la case correspondante (voir notice 3): médecin remplaçant le médecin traitant médecin spécialiste consulté à l'occasion d'une ou le médecin prescripteur initial à la demande du médecin traitant hospitalisation autre cas précisez et indiquez le motif : l'employeur n° téléphone nom, prénom ou dénomination sociale e.mail: adresse les renseignements médicaux (voir la notice à destination du praticien) je, soussigné(e), certifie avoir examiné (nom et prénom) : Simon Truxillo quatorze février deux mille vingt-quatre (à compléter obligatoirement) et prescrit un arrêt de travail jusqu'au et 1 4 0 2 2 0 2 4 - en chiffres avec une affection de longue durée (voir notice 1) en rapport\* sans rapport\* en rapport\* avec un état pathologique résultant de la grossesse (voir notice 2) sans rapport\* avec un accident de travail, maladie professionnelle Date AT/MP: sans rapport\* en rapport\* sans rapport\* en rapport\* avec le décès d'un enfant, ou d'une personne à charge Date du décès \* sur chaque ligne, une des deux cases doit être obligatoirement cochée (voir notice 8) sorties autorisées : ~ à partir du 1 2 0 2 2 0 2 4 non sorties sans restriction : non (Voir notice 5) oui à partir du activité(s) autorisée(s) : ..... oui à partir du non / (Voir notice 6) et prescrit un temps partiel/travail aménagé pour raison médicale du sans rapport\*\* ✓ en rapport\*\* avec une affection de longue durée (voir notice 1) sans rapport\*\* ✓ en rapport\*\* avec un accident de travail, maladie professionnelle Date AT/MP : \*\* sur chaque ligne, une des deux cases doit être obligatoirement cochée éléments d'ordre médical (voir notice 9) OU éléments en toutes lettres : GEA Codification du motif médical identification du praticien identification de la structure (raison sociale et adresse du cabinet ou de l'établissement) (nom et prénom) Centre de santé Livi Camille RAJERISON 110 rue de la Jonquière 75017 Paris n° de la structure 5 n 2 0 3 8 2 9 7 0 identifiant (AM, FINESS ou SIRET) 1 2 0 2 2 0 2 4 date signature du praticien

Conformément au Règlement européen n° 2016/679/UE du 27 avril 2016 et à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant auprès de votre organisme d'assurance maladie. En cas de difficultés dans l'application de ces droits, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la Commission nationale Informatique et Libertés (CNIL).



## avis d'arrêt de travail

~	initial	de prolongation (	(*)

volet 2, à adresser au service médical

(qui le remettra aux services administratifs)

à adresser, dans les deux jours, à l'organisme d'assurance maladie, à l'aide de l'enveloppe M, ou Mme le Médecin-Conseil

art L16241-1eral, L16244, L3152, L321-1-5ème al., L323-6, L376-1, L613-20, R321-2, R323-11-1, D323-2, R441-10, L433-1, R433-15, D.613-19, D.613-23 du Code de la sécurilé sociale, L732-4 et 762-18-1 du Code rural et de la pêche maritime)  1'assuré(e) (voir la notice à destination du patient)
numéro d'immatriculation   1   9   0   0   1   9   3   0   4   5   1   0   5   2   9
nom et prénom Simon Truxillo (nom de famille - de naissance - suivi, s'il y a lieu, du nom d'usage)
adresse où le malade peut être visité (si différente de votre adresse habituelle) (1):
code postal ville n° téléphone
bâtiment : escalier : étage : appartement : code d'accès de la résidence :  (1) l'accord préalable de votre caisse est OBLIGATOIRE si cette adresse se situe hors de votre département de résidence
salarié(e) 🗹 fonctionnaire 🗌 profession indépendante 🗌 non salarié(e) agricole 🗎 élu(e) local(e)
artiste-auteur(e) affilié(e) MdA/AGESSA sans emploi date de cessation d'activité : précisez votre situation (voir notice ●)
l'arrêt prescrit fait-il suite à un accident causé par un tiers ? (voir notice 2) : oui date : non l'arrêt prescrit fait-il suite à une cure thermale ? oui non l'arrêt prescrit est-il en rapport avec l'affection pour laquelle vous êtes pensionné(e) de guerre ? oui non
(*) si la prolongation denon l'arrêt est prescrite par un médecin autre que le médecin traitant ou le médecin qui a prescrit l'arrêt initial, cochez la case correspondante (voir notice 3):  médecin remplaçant le médecin traitant ou le médecin prescripteur initial  médecin spécialiste consulté à la demande du médecin traitant  nou le médecin prescripteur initial  profésion et indirect le metit in lititude le metit in lititude le metit in lititude le metit in lititude le médecin traitant le médecin traitant le médecin prescripteur initial
autre cas précisez et indiquez le motif :  l'employeur
nom, prénom ou dénomination sociale  n° téléphone e.mail :
adresse
auresse
les renseignements médicaux (voir la notice à destination du praticien)
les renseignements médicaux (voir la notice à destination du praticien) je, soussigné(e), certifie avoir examiné (nom et prénom) : Simon Truxillo.
les renseignements médicaux (voir la notice à destination du praticien)  je, soussigné(e), certifie avoir examiné (nom et prénom) : .Simon.Truxillo
les renseignements médicaux (voir la notice à destination du praticien)  je, soussigné(e), certifie avoir examiné (nom et prénom) : Simon Truxillo
je, soussigné(e), certifie avoir examiné (nom et prénom) : .Simon.Truxillo
Je, soussigné(e), certifie avoir examiné (nom et prénom) : Simon.Truxillo  • et prescrit un arrêt de travail jusqu'au  - en toutes lettres: (à compléter obligatoirement) - en chiffres - en chiffr
je, soussigné(e), certifie avoir examiné (nom et prénom) : Simon Truxillo
Jes renseignements médicaux (voir la notice à destination du praticien)

identification du praticien (nom et prénom)

identification de la structure (raison sociale et adresse du cabinet ou de l'établissement)

Camille RAJERISON

1 0 1 0 1 6 7 3 8 2 9

Centre de santé Livi 110 rue de la Jonquière 75017 Paris

n° de la structure

7 5 0 0 7 2 3 7 3 (AM, FINESS ou SIRET)

1 2 0 2 2 0 2 4 date

identifiant

signature du praticien



Conformément au Règlement européen n° 2016/679/UE du 27 avril 2016 et à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant auprès de votre organisme d'assurance maladie. En cas de difficultés dans l'application de ces droits, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la Commission nationale Informatique et Libertés (CNIL).

La loi rend passible de pénalités financières, d'amende et/ou emprisonnement quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations en vue d'obtenir ou de tenter d'obtenir des avantages indus (articles 313-1à 313-3, 433-19, 441-1 et suivants du Code pénal, article L. 114-17-1 du Code de la sécurité sociale)

PRN-BIS S 3116